

Annexe à l'arrêté royal du 5 mai 2017 modifiant l'annexe à l'arrêté royal du 19 février 2016 portant exécution des articles 13, 24 et 25 de la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, pour le secteur du Transport, sous-secteur du transport ferroviaire

Annexe à l'arrêté royal du 19 février 2016 portant exécution des articles 13, 24 et 25 de la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, pour le secteur du Transport, sous-secteur du transport ferroviaire

Bijlage bij het koninklijk besluit van 5 mei 2017 tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 19 februari 2016 tot uitvoering van de artikelen 13, 24 en 25 van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en bescherming van de kritieke infrastructures, voor de sector Vervoer, deelsector spoorvervoer

Bijlage bij het koninklijk besluit van 19 februari 2016 tot uitvoering van de artikelen 13, 24 en 25 van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en bescherming van de kritieke infrastructures, voor de sector Vervoer, deelsector spoorvervoer

Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer
Service public fédérale Mobilité et Transports
Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen

Legitimatiekaart/ Carte de légitimation/ Legitimationskarte

Inspectiedienst - Service d'Inspection - Inspektionsdienst

naam/nom/name:
voornamen/prénoms/vorname:
geboortedatum/date de naissance/geburtsdatum
nationaliteit/nationalité/nationalität

.be

De houder is belast met de vaststellingen bedoeld in artikel 24 van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructures voor wat het spoorvervoer betreft.

Le titulaire est chargé des constats visés à l'article 24 de la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques en ce qui concerne le transport ferroviaire.

Der Inhaber ist mit den in Artikel 24 des Gesetzes vom 1. Juli 2011 über die Sicherheit und den Schutz der kritischen Infrastrukturen erwähnten Feststellungen hinsichtlich des Schienenverkehrs beauftragt.

De Minister van Mobiliteit / Le/La Ministre de la Mobilité / Der Minister für Mobilität

naam/nom/name

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'annexe à l'arrêté royal du 19 février 2016 portant exécution des articles 13, 24 et 25 de la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, pour le secteur du Transport, sous-secteur du transport ferroviaire.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
F. BELLOT

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 5 mei 2017 tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 19 februari 2016 tot uitvoering van de artikelen 13, 24 en 25 van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en bescherming van de kritieke infrastructures, voor de sector Vervoer, deelsector spoorvervoer.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
F. BELLOT

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2017/202780]

17 MAI 2017. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Généralités

Le présent arrêté royal a été rédigé suite à une question du Comité de gestion de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins (CSPM) afin que les voyages d'amarinage puissent avoir lieu pendant toute l'année civile au lieu de la seule période du 15 juin au 15 septembre.

En 2012, une réglementation légale avait été promulguée afin de permettre aux étudiants des instituts maritimes d'effectuer un voyage à bord de navires de mer.

Il s'agit de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, appelé ci-après arrêté royal du 19 décembre 2012, publié au *Moniteur belge* au 23 janvier 2013.

Le voyage d'amarinage a pour but de permettre aux étudiants d'avoir une durée de navigation suffisante afin de pouvoir s'enrôler comme chef de garde au terme de leurs études.

Ils ont besoin d'une durée de navigation de 12 mois, alors qu'ils n'atteignent que 7 mois de durée de navigation pendant leurs études.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2017/202780]

17 MEI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2012 tot regeling van de zeegewinning aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegewinning door de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Algemeen

Onderhavig koninklijk besluit werd opgemaakt naar aanleiding van een vraag van het Beheerscomité van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden (HVKZ) om de zeegewinningsreizen te laten plaatsvinden gedurende het hele kalenderjaar i.p.v. alleen in de periode van 15 juni tot 15 september.

In 2012 werd er een wettelijke regeling uitgevaardigd die het mogelijk maakte voor studenten aan maritieme instituten om een reis aan boord van zeeschepen te maken.

Dit betreft het koninklijk besluit van 19 december 2012 tot regeling van de zeegewinning aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegewinning door de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, hierna koninklijk besluit van 19 december 2012 genoemd, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 2013.

Het doel van de zeegewinningsreis is om de studenten toe te laten voldoende vaartijd op te bouwen om als wachtoverste te kunnen aanmonsteren na hun studies.

Hiervoor hebben zij 12 maanden vaartijd nodig, terwijl zij in het kader van hun studies slechts 7 maanden vaartijd behalen.

Les personnes qui ont terminé leurs études de navigation maritime belge se trouvent ainsi dans une position concurrentielle désavantageuse par rapport à leurs collègues étrangers.

Une évaluation de la réglementation actuelle a fait apparaître que l'objectif n'est pas suffisamment atteint étant donné qu'aucun étudiant qui a terminé ses études depuis 2012 n'a pu obtenir la durée de navigation manquante de 5 mois.

Une cause est la durée d'enrôlement limitée du 15 juin au 15 septembre.

Le programme actuel de l'année académique permet un enrôlement pendant toute l'année civile.

Si la période d'enrôlement est étendue, les sociétés d'armateurs pourront offrir davantage d'emplois.

Le présent arrêté a pour but d'apporter les modifications nécessaires à l'arrêté royal du 19 décembre 2012, afin de pouvoir accéder à la demande susmentionnée du Comité de gestion de la CSPM.

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, a émis le 30 mars 2017 un avis au sujet du présent arrêté royal, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

L'arrêté royal a été adapté aux remarques du Conseil d'Etat.

2. Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} modifie la période d'enrôlement et de dérôlement, mentionnée dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012.

Selon la nouvelle réglementation, le voyage d'amarinage peut avoir lieu pendant toute l'année civile.

Dès lors, l'enrôlement et le dérôlement seront possibles pendant toute l'année civile, au lieu de la seule période du 15 juin au 15 septembre.

Article 2

L'article 2, 1^o, modifie l'article 4, paragraphe 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 à deux endroits.

Premièrement, le moment auquel le montant du complément de bien-être versé par le Fonds professionnel de la marine marchande doit être communiqué à la CSPM change.

Deuxièmement, toute modification de ce montant doit être immédiatement communiquée à la CSPM.

Ces modifications résultent du fait que le voyage d'amarinage est à présent possible pendant toute l'année civile.

L'article 2, 2^o, contient une modification technique de l'article 4, paragraphe 4, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012.

L'allocation totale pour les voyages d'amarinage ne peut dépasser 67,92 euros par jour indemnisable à la date du 1^{er} juin 2012. En ce qui concerne cette allocation totale, il est uniquement fait référence au complément de bien-être (article 4, § 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012) et non pas à l'indemnité de la CSPM et à la quote-part de l'armateur (article 4, § 1^{er} et 3, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012).

Pour cette raison, il doit être fait référence dans l'article 4, paragraphe 4, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 non seulement au paragraphe 2, mais aussi aux paragraphes 1^{er} et 3.

Article 3

L'amarinage est possible pendant toute l'année civile.

L'alinéa 1^{er} de l'article 6 actuel de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 dispose que l'allocation totale pour un voyage d'amarinage est limitée à 50 jours indemnisables.

L'article 3 modifie cette disposition en 50 jours indemnisables 'par année civile'.

Une deuxième modification apportée par l'article 3 dispose que le nombre total de jours indemnisables par étudiant ne peut pas dépasser 150 jours sur l'ensemble de la durée des études.

Cette durée correspond au nombre de jours nécessaires pour pouvoir être enrôlé comme chef de garde au terme des études.

Il y a également un lien avec l'objectif du voyage d'amarinage, à savoir permettre aux étudiants d'avoir une durée de navigation suffisante afin de pouvoir s'enrôler comme chef de garde au terme de leurs études.

Le Comité de gestion de la CSPM peut toutefois octroyer des indemnités supplémentaires dans des circonstances exceptionnelles.

Une troisième modification apportée par l'article 3 dispose que le comité de gestion de la CSPM peut évaluer la gravité des circonstances exceptionnelles et décider de l'octroi des jours indemnisables supplémentaires, en prenant en compte le maximum de 150 jours indemnisables sur l'ensemble de la durée des études.

Hierdoor ondervinden de afgestudeerden van het Belgisch zeevaart-onderwijs een groot concurrentieel nadeel op de arbeidsmarkt ten opzichte van hun buitenlandse collega's.

Uit een evaluatie van de huidige regeling is gebleken dat het doel niet voldoende wordt bereikt aangezien geen enkele afgestudeerde student sinds 2012 de ontbrekende 5 maanden vaarttijd heeft kunnen behalen.

Een oorzaak is de beperkte aanmonsteringsperiode van 15 juni tot 15 september.

De huidige invulling van het academiejaar laat een aanmonstering gedurende het hele kalenderjaar toe.

Indien de aanmonsteringsperiode wordt uitgebreid kunnen de rederijen meer plaatsen aanbieden.

Onderhavig koninklijk besluit heeft als doel de nodige wijzigingen aan te brengen aan het koninklijk besluit van 19 december 2012, teneinde gevolg te kunnen geven aan bovenvermelde vraag van het Beheerscomité van de HVKZ.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, heeft op 30 maart 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, advies uitgebracht over onderhavig koninklijk besluit.

Het koninklijk besluit werd aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State.

2. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Artikel 1 wijzigt de periode waarbinnen aan- en afgemonsterd kan worden, zoals vermeld in artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 19 december 2012.

Volgens de nieuwe regeling kan de zeegewenningsreis plaatsvinden gedurende het hele kalenderjaar.

Er zal bijgevolg gedurende het hele kalenderjaar kunnen aan- en afgemonsterd worden in plaats van alleen in de periode van 15 juni tot 15 september.

Artikel 2

Artikel 2, 1^o, wijzigt artikel 4, paragraaf 2, van het koninklijk besluit van 19 december 2012 op twee plaatsen.

Ten eerste wijzigt het moment waarop het bedrag van de welvaarts-toeslag door het Bedrijfsfonds voor de koopvaardij moet meegedeeld worden aan de HVKZ.

Ten tweede moet iedere wijziging van dit bedrag onmiddellijk meegedeeld worden aan de HVKZ.

Deze wijzigingen zijn het gevolg van het feit dat de zeegewenningsreis nu mogelijk is gedurende het hele kalenderjaar.

Artikel 2, 2^o, bevat een technische wijziging van artikel 4, paragraaf 4, van het koninklijk besluit van 19 december 2012.

De totale vergoeding voor de zeegewenningsreizen mag niet hoger zijn dan 67,92 euro per vergoedbare dag op datum van 1 juni 2012. Betreffende deze totale vergoeding wordt er enkel verwezen naar de welvaartstoeslag (artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 19 december 2012) en niet naar de uitkering van de HVKZ en het aandeel van de reder (artikel 4, § 1 en 3, van het koninklijk besluit van 19 december 2012).

Om deze reden moet er in artikel 4, paragraaf 4, van het koninklijk besluit van 19 december 2012 ook verwezen worden naar de paragrafen 1 en 3 en niet enkel naar paragraaf 2.

Artikel 3

De zeegewennig is het hele kalenderjaar mogelijk.

Het eerste lid van het huidige artikel 6 van het koninklijk besluit van 19 december 2012 bepaalt dat de totale vergoeding voor een zeegewenningsreis beperkt is tot 50 vergoedbare dagen.

Artikel 3 wijzigt dit naar 50 vergoedbare dagen 'per kalenderjaar'.

Een tweede wijziging door artikel 3 bepaalt dat het totaal aantal vergoedbare dagen per student niet meer mag bedragen dan 150 dagen over de gehele studieduur.

Dit komt overeen met het aantal dagen die nodig zijn om als wachtoverste te kunnen aanmonsteren na de studies.

Het sluit ook aan bij de doelstelling van de zeegewennig, namelijk de studenten toelaten voldoende vaarttijd op te bouwen om als wachtoverste te kunnen aanmonsteren na hun studies.

Het Beheerscomité van de HVKZ kan wel bijkomende vergoedingen toekennen in uitzonderlijke omstandigheden.

Een derde wijziging door artikel 3 bepaalt dat het Beheerscomité van de HVKZ de bevoegdheid heeft om de ernst van de uitzonderlijke omstandigheden te beoordelen en te beslissen over de toekenning van de supplementair vergoedbare dagen, rekening houdend met het maximaal van 150 vergoedbare dagen over de gehele studieduur.

Article 4

L'article 4 modifie la première phrase du paragraphe premier de l'article 7 de l'arrêté royal du 19 décembre 2012.

Suite à cette modification, les étudiants qui entament un voyage d'amarinage pendant la période estivale, à savoir du 15 juin au 30 septembre inclus, doivent transmettre une preuve à la CSPM d'où il ressort qu'ils sont inscrits pendant l'année académique suivant le voyage d'amarinage auprès d'un institut maritime visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 novembre 2012.

Cette modification a pour but d'éviter que les étudiants qui ont déjà terminé leurs études ou qui ont mis fin à leurs études entament encore un voyage d'amarinage pendant la période susmentionnée.

Article 5

L'article 5 fixe la date d'entrée en vigueur.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux,
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Artikel 4

Artikel 4 wijzigt de eerste zin van de eerste paragraaf van artikel 7 van het koninklijk besluit van 19 december 2012.

Door deze wijziging moeten de studenten die in de zomerperiode, dit is van 15 juni tot en met 30 september, een zeegeveningsreis aanvangen, een bewijs overmaken aan de HVKZ waaruit blijkt dat zij het academiejaar volgend op de zeegeveningsreis ingeschreven zijn aan een maritiem instituut zoals bepaald in artikel 1, lid 1, van het koninklijk besluit van 19 december 2012.

Het doel van de wijziging is te vermijden dat studenten die reeds afgestudeerd zijn of hun studies hebben stopgezet, tijdens bovenvermelde periode, nog een zeegeveningsreis aanvangen.

Artikel 5

Artikel 5 bepaalt de datum van inwerkingtreding.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Werk,
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

AVIS 61.087/1 DU 30 MARS 2017

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le 2 mars 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 21 mars 2017.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 mars 2017.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. L'arrêté royal du 19 décembre 2012 'portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins' prévoit la possibilité pour les étudiants des instituts maritimes d'effectuer un "voyage d'amarinage". Ce dernier a pour but de permettre aux étudiants d'avoir une durée de navigation suffisante afin de pouvoir s'enrôler comme chef de garde au terme de leurs études. La période d'enrôlement ne court cependant que du 15 juin au 15 septembre. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à étendre cette période à toute l'année civile et à étendre la période totale indemnisable de 50 jours à 50 jours par année civile avec un maximum de 150 jours sur l'ensemble de la durée des études. L'arrêté envisagé entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

2. Le fondement juridique du projet se trouve dans les articles 2^{quinties} et 3, § 3^{sexies}, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 'concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande'. L'article 12 de cet arrêté-loi, auquel il est également fait référence dans le premier alinéa du préambule du projet, ne procure pas de fondement juridique au projet.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

3. Dans le premier alinéa du préambule du projet, on omettra les mots " et l'article 12 "

4. A la fin du deuxième alinéa du préambule, les mots " , les articles 1^{er}, 4, 6 et 7 " doivent être omis pour des motifs de technique législative.

ADVIES 61.087/1 VAN 30 MAART 2017

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

Op 2 maart 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2012 tot regeling van de zeegevening aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegevening door de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 21 maart 2017.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 maart 2017.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het koninklijk besluit van 19 december 2012 'tot regeling van de zeegevening aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegevening door de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden' voorziet in de mogelijkheid voor studenten van maritieme instituten om een "maritieme zeegeveningsreis" te maken. Het doel van de zeegeveningsreis is om de studenten toe te laten voldoende vaartijd op te bouwen om na hun studies als wachtoverste te kunnen aanmonsteren. De periode van aanmonstering loopt evenwel slechts van 15 juni tot 15 september. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe om deze periode uit te breiden tot het gehele kalenderjaar en om de totale vergoedbare periode van 50 dagen uit te breiden tot 50 dagen per kalenderjaar met een maximum van 150 dagen gespreid over de volledige studieperiode. Het te nemen besluit treedt in werking op 1 april 2017.

2. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door de artikelen 2^{quinties} en 3, § 3^{sexies}, van de besluitwet van 7 februari 1945 'betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij'. Artikel 12 van die besluitwet, waaraan eveneens wordt gerefereerd in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, vormt geen rechtsgrond voor het ontwerp.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

3. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp dienen de woorden "en artikel 12" te worden weggelaten.

4. In het tweede lid van de aanhef dienen aan het einde de woorden " , de artikelen 1, 4, 6 en 7 " om wetgevingstechnische redenen te worden weggelaten.

Articles 2, 3 et 4

5. Dans le texte néerlandais de la phrase liminaire des articles 2, 3 et 4 du projet, les mots "hetzelfde koninklijk besluit" doivent chaque fois être remplacés par les mots "hetzelfde besluit" pour se conformer au texte français.

Article 5

6. Le délégué a déclaré que la date initiale d'entrée en vigueur (1^{er} avril 2017) ne sera pas maintenue et qu'il a été opté pour une entrée en vigueur au 1^{er} juin 2017, afin d'éviter que le dispositif en projet entre en vigueur avec effet rétroactif. On peut se rallier à cette proposition. La disposition inscrite à l'article 2, 2^o, du projet ne peut en effet en aucun cas entrer en vigueur rétroactivement.

La chambre était composé de :

MM. :

Marnix VAN DAMME, président de chambre;
Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'État;
Marc RIGAUX et Michel TISON, assesseurs;
Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Wendy DEPESTER, adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried VAN VAERENBERGH, conseiller d'État.

Le greffier

Wim GEURTS

Le président

Marnix VAN DAMME

17 MAI 2017. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, l'article 2^{quinquies}, inséré par la loi du 17 juin 2009, et l'article 3, paragraphe 3^{sexies}, inséré par la loi du 29 mars 2012;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2012 portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 janvier 2017 et le 11 janvier 2017;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, donné le 18 janvier 2017;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 20 février 2017;

Vu l'avis 61.087/1 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Ministre des Affaires sociales,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 portant réglementation de l'amarinage à bord de navires de mer et fixation des modalités d'exécution de la perception et du recouvrement de la cotisation de solidarité pour l'amarinage par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, la troisième phrase, commençant par les mots "L'enrôlement peut intervenir" et finissant par les mots "15 septembre" et la quatrième phrase, commençant par les mots "Si leur dérôlement" et finissant par les mots "de la même année" est remplacée par la phrase suivante :

"Ils peuvent enrôler et dérôler tout au long de l'année civile."

Artikelen 2, 3 en 4

5. In de Nederlandse tekst van de inleidende zin van de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp dienen de woorden "hetzelfde koninklijk besluit", ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst, telkens te worden vervangen door de woorden "hetzelfde besluit".

Artikel 5

6. De gemachtigde heeft verklaard dat de initiële datum van inwerkingtreding (1 april 2017) niet behouden blijft en dat wordt geopteerd voor een inwerkingtreding op 1 juni 2017, teneinde uit te sluiten dat de ontworpen regeling met terugwerkende kracht in werking zou treden. Met dit voorstel kan worden ingestemd. In geen geval komt de regeling opgenomen in artikel 2, 2^o, van het ontwerp immers in aanmerking voor een retroactieve inwerkingtreding.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter;
Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden;
Marc RIGAUX en Michel TISON, assessoren;
Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy DEPESTER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried VAN VAERENBERGH, staatsraad.

De griffier

Wim GEURTS

De voorzitter

Marnix VAN DAMME

17 MEI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2012 tot regeling van de zeegewinning aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegewinning door de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, artikel 2^{quinquies}, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2009, en artikel 3, paragraaf 3^{sexies}, ingevoegd bij de wet van 29 maart 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2012 tot regeling van de zeegewinning aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegewinning door de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 6 januari 2017 en 11 januari 2017;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, gegeven op 18 januari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 20 februari 2017;

Gelet op advies 61.087/1 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk en de Minister van Sociale Zaken,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 19 december 2012 tot regeling van de zeegewinning aan boord van zeeschepen en tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de inning en invordering van de solidariteitsbijdrage voor de zeegewinning door de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, wordt de derde zin, die aanvangt met de woorden "Zij kunnen aanmonsteren" en eindigt met de woorden "15 september.", en de vierde zin, die aanvangt met de woorden "Indien hun afmonstering" en eindigt met de woorden "van datzelfde jaar." vervangen als volgt :

"Zij kunnen gedurende het hele kalenderjaar aan- en afmonsteren."

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. En plus de l'allocation de la catégorie B1, un complément de bien-être est versé, à charge du Fonds professionnel de la marine marchande. Le montant de ce complément de bien-être est communiqué chaque année, dès qu'il est connu, par le Fonds professionnel de la marine marchande à la CSPM, section Pool. Toute modification de ce montant durant la période d'amarinage est immédiatement communiquée."

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

"L'allocation totale pour un amarinage, en application des paragraphes 1^{er}, 2 et 3, jours de voyage compris, ne peut excéder en moyenne 67,92 euros par jour indemnisable en date du 1^{er} juin 2012. En cas de dépassement de ce montant maximum, l'allocation de la CSPM, section Pool est réduite du montant du dépassement."

Art. 3. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Indépendamment de la durée totale de l'amarinage, jours de voyage éventuels compris, et sous réserve de circonstances exceptionnelles, l'allocation totale de l'amarinage est limitée à 50 jours indemnisables par année civile.

Le nombre total de jours indemnisables par étudiant ne peut pas dépasser 150 jours sur l'ensemble de la durée des études.

Le comité de gestion de la CSPM évalue la gravité des circonstances exceptionnelles et décide de l'octroi des jours indemnisables supplémentaires, en prenant en compte le maximum de 150 jours indemnisables sur l'ensemble de la durée des études."

Art. 4. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, la phrase "Pour conserver l'allocation complète d'amarinage, les étudiants doivent : " est remplacée par la phrase suivante :

"Pour conserver l'allocation complète d'amarinage, les étudiants qui enrôlent du 15 juin au 30 septembre inclus, doivent : "

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2017.

Art. 6. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,

K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales,

M. DE BLOCK

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. Bovenop de uitkering in categorie B1 wordt er ten laste van het Bedrijfsfonds voor de koopvaardij een welvaartstoelage betaald. Het bedrag van de welvaartstoelage wordt jaarlijks, van zodra het bekend is, door het Bedrijfsfonds voor de koopvaardij aan de HVKZ, afdeling Pool meegedeeld. Iedere wijziging van dit bedrag tijdens de periode van de zeegewinning wordt onmiddellijk meegedeeld."

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

"De totale vergoeding voor een zeegewinningsreis, met toepassing van de paragrafen 1, 2 en 3, inclusief de reisdagen, mag niet hoger liggen dan gemiddeld 67,92 euro per vergoedbare dag op datum van 1 juni 2012. Indien dit maximumbedrag wordt overschreden zal de uitkering van de HVKZ, afdeling Pool met het bedrag van de overschrijding worden verminderd."

Art. 3. Artikel 6, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Onafhankelijk van de totale duur van de zeegewinningsreis, inclusief eventuele reisdagen, en onder voorbehoud van uitzonderlijke omstandigheden, wordt de totale vergoeding voor een zeegewinningsreis beperkt tot 50 vergoedbare dagen per kalenderjaar.

Het totaal aantal vergoedbare dagen per student mag niet meer bedragen dan 150 dagen over de gehele studieduur.

Het beheerscomité van de HVKZ beoordeelt de ernst van de uitzonderlijke omstandigheden en beslist over de toekenning van supplementair vergoedbare dagen, rekening houdend met het maximum van 150 vergoedbare dagen over de gehele studieduur."

Art. 4. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit, wordt de zin "Om de totale vergoeding voor een zeegewinningsreis te kunnen behouden dienen de studenten : " vervangen als volgt :

"Om de totale vergoeding voor een zeegewinningsreis te kunnen behouden dienen de studenten die aanmonstere van 15 juni tot en met 30 september : "

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2017.

Art. 6. De minister bevoegd voor Werk en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,

K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken,

M. DE BLOCK

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C - 2017/40330]

21 APRIL 2017. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende de wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, artikel 3, tweede lid, vervangen bij de wet van 4 juli 2005, artikel 5, 1°, vervangen bij de wet van 4 juli 2005, artikel 6, § 2, vervangen bij de wet van 4 juli 2005, artikel 7, vervangen bij de wet van 4 juli 2005 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, en artikel 10, § 1, vervangen bij het decreet van 24 februari 2017;